

**PROCEDURE RELATIVE AU RECUEIL ET AU TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS
EMIS PAR DES LANCEURS D'ALERTE AU CNRS**

Paris, le

INTRODUCTION

En application des dispositions du décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'Etat, le CNRS met en place une procédure de recueil des signalements.

Ce dispositif s'inscrit également dans le cadre des mesures législatives¹ qui ont été prises pour renforcer la déontologie des fonctionnaires et la protection des lanceurs d'alerte de bonne foi.

Conformément à ces textes, est considéré comme lanceur d'alerte tout agent exerçant ses fonctions dans une structure du CNRS, ainsi que tout collaborateur extérieur (prestataire) ou occasionnel du CNRS qui révèle ou signale dans le cadre de ce dispositif, de manière désintéressée et de bonne foi, un crime ou un délit, une violation grave et manifeste d'un engagement international, de la loi ou du règlement, ou une situation de conflits d'intérêts, une menace ou un préjudice graves pour l'intérêt général dont il a eu personnellement connaissance.

Les signalements sont reçus par un référent alerte au sens du décret du 19 avril 2017 susmentionné. Celui-ci garantit la confidentialité de l'identité tant des lanceurs d'alerte que des personnes mises en cause.

Au CNRS, la fonction de référent alerte est confiée au référent déontologue. Les signalements sont traités au sein d'un collège coordonné par le référent alerte et composé du référent déontologue, du directeur des ressources humaines (ou son représentant) et de la directrice des affaires juridiques (ou son représentant).

La procédure fixée par la présente instruction sera portée à la connaissance des agents sur l'intranet du CNRS.

Sans préjudice de ce dispositif, tout agent peut saisir le référent déontologue pour obtenir tout conseil relatif à la déontologie. Dans ce cadre, le référent déontologue est soumis au secret et à la discrétion professionnels.

I. LE CHAMP DU DISPOSITIF

Sont susceptibles de faire l'objet d'un signalement :

- les faits constitutifs d'un crime ou d'un délit
- une violation grave et manifeste d'une loi ou d'un règlement ; une telle violation doit être susceptible d'entraîner des conséquences graves et reposer sur des éléments dont l'existence est difficilement contestable
- une menace ou un préjudice graves pour l'intérêt général
- violation grave et manifeste d'un engagement international
- les conflits d'intérêts dès lors s'ils constituent un délit de prise illégale d'intérêts ou une violation grave et manifeste de la loi

¹ articles 6 ter A et 28 bis de la loi n° 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires, telle que modifiée par la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et chapitre II de la loi 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

Un signalement doit être mûrement réfléchi car il emporte des conséquences pour les personnes mises en cause mais aussi pour les lanceurs d'alerte. Ainsi, l'appréciation de la gravité des faits ou actes incombe en tout premier lieu au lanceur d'alerte avant de procéder au signalement.

Conformément à la loi, sont exclues du dispositif les alertes portant sur des faits couverts par le secret défense nationale ou couverts par le secret médical et par le secret des relations entre un avocat et son client.

II. DEFINITION ET PROTECTION DU LANCEUR D'ALERTE AU SENS DE LA LOI

Tout agent exerçant ses fonctions dans une structure du CNRS, ainsi que tout collaborateur extérieur (prestataire) ou occasionnel du CNRS qui révèle ou signale de manière désintéressée et de bonne foi (des faits relevant du champ de l'alerte et dans le respect de la procédure décrite ci-dessous, ne peut subir de mesure discriminatoire concernant notamment le recrutement, la titularisation, la rémunération, la formation, l'évaluation, la notation, la discipline, la promotion, l'affectation et la mutation .

L'auteur du signalement ne peut pas agir pour la satisfaction d'un intérêt particulier d'ordre financier ou non, doit avoir la conviction raisonnablement établie dans la véracité des faits et des actes qu'il entend signaler, et être dénué de toute intention de nuire.

III. PROCEDURE

1. Transmission de l'alerte

Le signalement d'une alerte, qui ne peut être anonyme, est effectué sur une adresse générique :

`lancement.alerte@cnrs.fr`

Le dispositif mis en place garantit la confidentialité de l'identité des auteurs du signalement, des personnes mises en cause et des informations recueillies par les destinataires du signalement. Au sens de la politique de protection des données personnelles (RGPD), le responsable du traitement est le référent alerte.

Dans l'hypothèse où l'auteur du signalement choisirait de saisir son supérieur hiérarchique direct ou indirect, il est recommandé que ce signalement soit transféré, sous réserve de l'accord de l'auteur, au référent alerte.

Dans le cas d'un signalement portant sur une situation de conflit d'intérêts, la saisine de l'une des autorités hiérarchiques dont il relève est un préalable à la saisine du référent alerte.

Au soutien de son signalement, l'agent doit apporter les faits, informations, documents dont il dispose susceptibles d'étayer et de justifier son signalement. Il doit également indiquer les circonstances dans lesquelles il en a eu personnellement connaissance, notamment à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Dès la réception de la demande, un accusé de réception est délivré à l'agent lui indiquant un délai raisonnable prévisible au cours duquel la recevabilité du signalement sera apprécié ;

Par ailleurs, dès la réception de l'alerte, la personne qui en fait l'objet est informée de l'enregistrement de données la concernant.

2. Examen de la recevabilité du signalement

Les signalements font l'objet d'un premier examen au sein d'un collège coordonné par le référent alerte et composé du référent déontologue, du directeur des ressources humaines (ou son représentant) et de la directrice des affaires juridiques (ou son représentant).

Cet examen a pour objet de vérifier si le signalement est recevable.

La vérification porte sur la nature des faits et sur l'existence de justifications apportées au soutien du signalement. Elle permet également de s'assurer que la connaissance des faits a été acquise personnellement et que le signalement est désintéressé et effectuée de bonne foi.

Avant la fin du délai raisonnable, le référent alerte informe l'auteur du signalement des suites données à son signalement.

Si le signalement n'est pas recevable, son auteur est informé des motifs de cette irrecevabilité. Le dossier est clôturé.

Toutefois, si les faits signalés, bien que n'entrant pas dans le champ de l'alerte, révèlent une irrégularité appelant des suites, le collège peut, selon le cas, saisir la médiatrice du CNRS, le référent intégrité scientifique, la délégation régionale ou l'institut concernés.

Si le dossier n'est pas recevable aux motifs d'une alerte abusive ou malveillante, le collège clôt le dossier en informant l'auteur de l'alerte des sanctions qu'il peut encourir en persistant dans ses démarches.

Lorsque le signalement est recevable, le référent alerte informe l'auteur du signalement des suites qui y seront données et des délais prévisibles du traitement.

3. Suites données au signalement déclaré recevable

Dans les cas où le signalement entre dans le champ d'application de l'alerte, il est procédé à une instruction approfondie.

La procédure d'instruction varie en fonction de la nature du manquement signalé.

- Crimes, délits, violation grave et manifeste de la loi ou du règlement, situation de conflit d'intérêts (hors intégrité scientifique).

En fonction de la nature des faits rapportés, l'instruction est conduite sous la responsabilité de la DAJ ou de la DRH. La direction ou l'institut concerné est informé par le référent alerte de l'ouverture d'une instruction.

Dans ces situations, l'instruction est menée par la délégation régionale, qui se charge de conduire des entretiens avec les agents concernés par l'alerte (avec un compte rendu signé), de recueillir des éléments matériels de toute nature permettant d'établir ou de réfuter les faits décrits par l'alerte (échanges de courriels, factures, rapport d'audit...) et d'apprécier le contexte dans lequel ils se sont déroulés. Cette instruction, conduite à charge et à décharge, doit être menée de manière confidentielle. Elle a également pour but de déterminer la responsabilité imputable à chacun des agents concernés par les manquements constatés.

Un rapport d'enquête est rédigé par la délégation régionale en charge de l'instruction. Il reprend les faits qui ont fait l'objet de l'alerte et précise s'ils sont, à son avis, établis. Il apporte également tout élément utile à la compréhension du dossier et susceptible d'éclairer le Président-directeur général sur les suites envisageables. Ce rapport doit contenir en annexe tous les éléments matériels ayant alimenté l'instruction (courriels, compte rendu d'entretien, témoignages, rapport d'audit, factures...).

Ce rapport est transmis à la DAJ ou à la DRH, qui peut rédiger des conclusions à l'attention du référent alerte.

Dans les cas où les faits évoqués concerneraient un délégué régional ou toute personne amenée à tenir un rôle dans l'instruction menée au niveau régional, l'instruction peut être dépaysée ou élevée pour être confiée à une direction du siège.

Le référent alerte :

- transmet son avis au Président-directeur général ;

- clôture le dossier.

Le Président-directeur général décide des suites à donner au dossier. La CAP est saisie chaque fois que les suites retenues par le Président-directeur général rentrent dans ses prérogatives.

- Cas de manquement à l'intégrité scientifique

En fonction du cas traité, le RIS évalue s'il peut instruire l'enquête directement, en sollicitant puis en synthétisant les rapports d'experts travaillant de façon individuelle, ou bien s'il convient de les faire travailler collectivement, au sein d'une commission ad hoc.

La constitution d'une commission ad hoc est décidée par le Président-directeur général. Une lettre de mission, précisant le champ d'investigation, est préparée par le RIS à la signature du Président-directeur général. Elle sera adressée aux membres de la commission créée à cet effet.

La composition de la commission est fixée par le Président-directeur général sur proposition du RIS. Le président (désigné dans la lettre de mission) de cette commission en est le rapporteur. Le RIS y participe comme observateur.

A l'issue de ses travaux, la commission établit un rapport qui reprend les faits qui ont fait l'objet de l'alerte et détermine si elle considère qu'ils sont ou non établis. Il doit contenir en annexe tous les éléments matériels ayant alimenté l'instruction (courriels, compte rendu signés d'entretien, témoignages, rapport d'audit, factures...). Ce rapport est transmis sans délai au Président-directeur général, le référent intégrité scientifique étant mis en copie. Il n'est pas rendu public, sauf par décision du Président-directeur général.

Le référent intégrité scientifique, à la suite de son enquête directe, ou bien au vu des conclusions du rapport de la commission, rend un avis (non public) qu'il transmet au référent alerte. Cet avis comprend également tout élément utile à la compréhension du dossier et susceptible d'éclairer le Président-directeur général sur les suites envisageables.

Le référent alerte

- transmet l'avis du RIS et son avis au Président-directeur général ;
- clôture le dossier.

Le Président-directeur général décide des suites à donner au dossier. La CAP est saisie chaque fois que les suites retenues par le Président-directeur général rentrent dans ses prérogatives.

4. Clôture du dossier par le référent alerte

- Information des personnes concernées par l'alerte

L'auteur du signalement et les personnes visées par celui-ci sont informées de cette clôture.

- Traitement des données collectées

Lorsqu'une alerte est considérée comme n'entrant pas dans le champ du dispositif dès son recueil par le responsable de traitement, les données la concernant doivent être supprimées ou archivées après anonymisation.

Lorsqu'une alerte n'est pas suivie d'une procédure disciplinaire ou judiciaire, la suppression ou l'archivage après anonymisation doit intervenir dans un délai de deux mois après la clôture du dossier.

Lorsqu'une procédure disciplinaire ou des poursuites judiciaires sont engagées à l'encontre de la personne mise en cause ou de l'auteur d'une alerte abusive, les données relatives à l'alerte sont conservées jusqu'au terme de la procédure.

Les données faisant l'objet de mesures d'archivage sont conservées, dans le cadre d'un système d'information distinct à accès restreint, pour une durée n'excédant pas les délais de procédures contentieuses.

5. Sanctions encourues

a. Sanctions encourues par les personnes entravant une alerte

Le fait d'entraver la transmission d'un signalement de quelque façon que ce soit est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende. Par exemple, intimider un agent pour l'empêcher de relater des faits dont il a été témoin peut être condamné sur ce fondement.

b. Sanctions encourues par les lanceurs d'alerte

Les alertes transmises ne doivent pas être abusives ou malveillantes.

En effet, l'article 6 ter A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires précise que le lanceur d'alerte de mauvaise foi, qui signale des faits avec l'intention de nuire ou la connaissance au moins partielle de leur inexactitude s'expose d'une part à des sanctions disciplinaires, et d'autre part aux peines prévues par l'article 226-10 du code pénal en cas de dénonciation calomnieuse (cinq ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende).

Par ailleurs, les personnes ayant fait l'objet d'une alerte diffamatoire peuvent, dans les conditions des articles 177-2 et 212-2 du code de procédure pénale, saisir le juge d'instruction ou la chambre d'instruction d'une plainte pour diffamation. Dans ce cas, le montant de l'amende civile encourue par le lanceur d'alerte est portée à 30 000 €.

Le Président-directeur général

Antoine PETIT